Il y a 50 ans, le PAGS

Par Hocine Benmedakhene, ancien membre du comité central du PAGS

Que dire du PAGS, Parti de l'avant-garde socialiste, en si peu de lignes alors que tout reste à écrire et à mémoriser pour ce qui est en train de devenir un mythe ? Aujourd'hui, cela fait 50 ans qu'un groupe de patriotes, nationalistes, démocrates et communistes avait décidé de fonder ce qui devint, des années durant, une école de patriotisme, d'humanisme, de générosité, de clairvoyance politique, de militantisme et du devoir de connaissance. Ils avaient l'expérience du mouvement communiste international, ils étaient aguerris par la lutte de Libération nationale, qu'ils avaient rejointe, pour la plupart, en 1956 alors qu'ils étaient étudiants ou lycéens, ils avaient subi la répression du colonialisme et aussi celle des pouvoirs issus d'une hallucinante rencontre de Tripoli. Ils voulaient être fidèles à leurs idéaux de justice sociale, à leur lecture de la Déclaration du 1er Novembre et à l'essence de cette historique épopée qui vit un peuple se cristalliser autour d'un besoin incompressible de se constituer en nation, d'avoir son Etat, d'avoir une patrie, un pays indépendant. Ils étaient jeunes, et refusaient jusqu'à l'idée d'un coup d'Etat. Aussi réagissent-ils spontanément, dans la précipitation probablement, au renversement de Ben Bella qui pourtant posait déjà les jalons d'un Etat totalitaire et soumis à une nébuleuse populiste «nationale-arabe» sous l'égide de Nasser. En créant l'ORP (Organisation de la résistance populaire) en 1965, leur volonté était de résister, de se battre, de convaincre, de rassembler et d'empêcher toute ignominie. L'ORP avait regroupé aussi bien des anciens du PCA (Parti communiste algérien) que des patriotes de gauche du FLN comme opposition au coup d'Etat dirigé par le colonel Boumediène. Les seuls bons sentiments ne faisant pas le fait politique et encore moins l'Histoire, l'ORP, trop hétéroclite, donna naissance à une organisation plus structurée, idéologiquement homogène et surtout plus opérationnelle, le PAGS. Sadek Hadjerès, Bachir Hadj-Ali, Abdelhamid Benzine et Boualem Khalfa furent rejoints par d'autres militants de la cause nationale et sociale dont les principaux cadres de l'UNEA (Union nationale des étudiants algériens). Quelques années après, durant la décennie 1970, le mouvement des étudiants volontaires pour la Révolution agraire allait fournir une armée de cadres, de militants et une énergie sans commune mesure avec tout ce qu'a connu l'Algérie à ce jour, dans le sens patriotique et progressiste s'entend.

Le militant se devait de tout apprendre, l'histoire, l'économie, la philosophie, la sociologie, les sciences politiques, la communication, l'animation des mouvements sociaux, l'écriture, la littérature, les sciences et Dieu, je ne sais plus quoi encore ! Qu'il soit étudiant, enseignant, ouvrier, paysan, jeune chômeur, avocat, médecin, directeur de quelque chose… il se devait de donner le meilleur de lui-même pour le pays et pour le parti.

Le PAGS s'était organisé en réseau avec des contacts individuels mettant, la plupart du temps, le «RP» (responsable politique) avec un responsable de réseau ou un militant dont il avait la charge de liaison et de formation. Ce dernier, souvent, n'avait aucune idée de l'identité de son RP ; les «rencards», ou réunion à deux, se déroulaient dans la rue pendant des heures où s'échangeaient le «courrier» et la «littérature», où on abordait la situation internationale, la situation politique, économique, sociale et culturelle du pays, où on échangeait des informations sur les localités, les cités universitaires, les usines, les syndicats, les cités populaires, les groupes culturels, les faits d'inégalité, les initiatives, les difficultés des gens simples, les actions à mener, bien d'autres choses aussi et enfin l'organique.

«La littérature», dans le jargon du PAGS, signifiait tous les produits de la direction, *Saout Echaâb*, tendrement dénommé «SEC», organe central du parti (PAGS), les éventuelles «notes internes», les brochures d'études, «Révolution socialiste», une sélection de contributions de militants, «Notre temps», une reproduction d'articles de la «NRI», revue pertinente d'analyse des questions internationales… Le courrier était, lui, le produit de tous les militants et sympathisants. En effet, on ne pouvait être analphabète au PAGS ! Tout le monde devait apprendre à lire et à écrire et à faire des «points écrits» sur du papier pelure en trois exemplaires en laissant une marge de cinq centimètres pour des remarques éventuelles.

En créant l'ORP (Organisation de la résistance populaire) en 1965, leur volonté était de résister, de se battre, de convaincre, de rassembler et d'empêcher toute ignominie. L'ORP avait regroupé aussi bien des anciens du PCA (Parti communiste algérien) que des patriotes de gauche du FLN comme opposition au coup d'Etat dirigé par le colonel Boumediène.

Nombreux sont ceux, aujourd'hui, qui vivent et s'expriment par leur plume brillante et qui doivent leur dextérité à cette école, au PAGS. Nombreux, maintenant, sont ceux qui se réclament de ce prestigieux patrimoine sans jamais avoir goûté la saveur de sa discipline et la souplesse délicieuse de sa rigueur.

Quant à sa ligne politique, simplifiée à outrance et ramenée, aujourd'hui, à un simple slogan de «soutien critique» à Boumediène, elle était un tant soit peu nuancée. Il serait difficile de dire, en quelques lignes, quels étaient les enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'époque, la volonté réelle de Boumediène de promouvoir l'émancipation d'un peuple dont il était issu, le besoin des Algériens, après des siècles de dominations multiples, de savourer leur droit, enfin, à l'existence et de se prétendre une nation moderne parmi d'autres alors que le monde était au summum de la guerre froide. Nous ne pouvons éluder les contextes et les conditions dans lesquels se déroule l'Histoire comme nous ne pouvons juger, avec légèreté, les hommes qui ont pris la responsabilité de faire de nous des Algériens, des femmes et des hommes de ce siècle, des gens en mesure de comprendre leur nouveau temps et de lui porter critique, parce que enseignés gratuitement à la bonne école, soignés gratuitement par des médecins compétents, protégés par une législation de travail «démesurément sociale», etc.

OUI, le PAGS a eu raison de souscrire à cette politique, de participer à travers ses meilleurs cadres dans les ministères, les entreprises publiques, les syndicats, les associations, les organisations de jeunesse et les unions d'étudiants pour promouvoir une Algérie moderne, une Algérie qui ne laisse aucun individu perdu dans le compte comptable de «pertes et profits». OUI, Boumediène et le PAGS ont eu raison de combattre le féodalisme avec son système de khamassa dans nos campagnes, de casser ou de tenter d'éradiquer le monopole des gros propriétaires fonciers (féodaux pour l'essentiel), des mandataires, des intermédiaires parasites, des corrompus bureaucrates incrustés en vermines dans une administration de plus en plus tentaculaire et clientéliste.

Après Octobre 1988, le PAGS a reconnu avoir eu tort de participer aux premières élections communales et de cautionner l'existence du FIS (un parti anticonstitutionnel se réclamant de Dieu). L'engouement démocratique a aveuglé tout le monde et la naïveté politique s'en été suivie.

L'utopie était noble, la réalité fut crue et amère. Dans les faits, la «RA» a duré 9 ans (1971, 1980) avec ses déboires mais aussi avec un lot d'émancipation dont on est encore loin de mesurer les retombées. C'est une option stratégique qu'avait défendue le PAGS, celle de la voie non capitaliste de développement, celle qui aurait permis de transcender les douleurs d'un capitalisme dominé par les superpuissances et les compradores locaux.

Option utopique mais combien généreuse mais qui ne pouvait ne pas laisser de traces. Aujourd'hui, regrettons-nous que des millions d'Algériens aient eu accès à l'électricité, au planning familial, à l'école publique gratuite, à la médecine gratuite... ? Devrions-nous oublier à quel prix furent formés ces centaines de milliers de médecins, d'ingénieurs et de techniciens, aux frais de l'Etat, alors que le prix du baril de pétrole avoisinait les 11 dollars, ces «bourses à l'étranger» qui ont généré une diaspora à l'étranger qui aurait fait la fierté de n'importe quel pays ?

Par ailleurs, 40 ans depuis, qu'avons-nous fait de notre agriculture, de notre industrie, de nos moyens de production, de notre système éducatif, de cette merveilleuse diaspora ?

Bien sûr que le PAGS critiquait à la fois les relents populistes du pouvoir politique et ses balbutiements réactionnaires. Il n'en demeurait pas qu'il était partie prenante de toutes les réalisations qu'il considérait de progrès ; c'étaient les tâches d'édification nationales (TEN). Partie prenante et agissante de la stratégie de l'Etat algérien, il n'en était pas moins astreint à une clandestinité qui, paradoxalement, lui centuplait ses forces. Dans la mémoire populaire, aujourd'hui, avoir appartenu au PAGS signifie compétence, courage, loyauté et intégrité. Même les irréductibles adversaires d'hier lui vouent un immense respect.

Après Octobre 1988, le PAGS a reconnu avoir eu tort de participer aux premières élections communales et de cautionner l'existence du FIS (un parti anticonstitutionnel se réclamant de Dieu). L'engouement démocratique a aveuglé tout le monde et la naïveté politique s'en été suivie. Trop habitué à la clandestinité, il avait bien du mal à s'adapter aux nouvelles conditions d'un pluralisme débridé et folklorisé à outrance.

C'est par des luttes internes, d'une intensité inégalée, qu'il refonda fondamentalement sa ligne, elle est inscrite dans sa fameuse «RPI» (Résolution politique et idéologique) issue de son seul congrès.

Le FIS occupait déjà la place publique, pratiquait la violence à outrance, utilisait sans vergogne les moyens des APC qu'il venait de conquérir de manière contrebandière, déversait sur la société son venin salafiste et l'idéologie wahhabite sous l'œil consterné de tous et de ceux qui l'avaient sponsorisé.

C'est dans ce contexte que le PAGS a été le seul à exiger l'interdiction du FIS et la non-tenue des élections législatives avant de créer le socle d'une véritable démocratie (les documents existent). Sid Ahmed Ghozali (Premier ministre), Saïd Sadi (président du RCD) et même des proches du PAGS que la pudeur m'empêche de nommer s'étaient embourbés dans une euphorie électoraliste suicidaire donnant ainsi aux criminels de la République une légitimité anticonstitutionnelle. 200 000 morts en une décennie de barbarie, en fut le résultat !

Pour l'Histoire, nul ne peut nier ce fait qu'on essaye de taire. Le PAGS a tiré sa révérence avec honneur en nous laissant son testament, la fameuse «RPI». Bien à toi maître et repose en paix !

H. B.

Le PAGS n'est plus, son idéal demeure

Par Hocine Ali

Il y a 50 ans, naissait le PAGS. Le Parti de l'avant-garde socialiste, une organisation prestigieuse que des femmes et des hommes, souvent hors du commun, ont fait émerger sur la scène politique nationale, dans l'adversité, pour en faire un instrument formidable de mobilisation et de lutte pour le progrès et la justice sociale.

Pendant plus de 25ans, des militantes et des militants fidèles à leur pays et à leur peuple, sans rien attendre en retour, ont brûlé des bougies pour apporter un peu de lumière. Il ne s'agit pas d'une métaphore mais de la réalité.

Aziz Belgacem ? Responsable de l'organisation pendant 25 ans, dans la clandestinité totale, est mort assassiné par les terroristes intégristes, Hachemi chérif, mort d'un cancer en 2005, en tant que SG du MDS, il est parti sans ses droits minimums ni sa pension d'ex-officier de l'ALN, ni sa retraite de SG de la RTA et réalisation de la télé algérienne.

Alloula, lui qui illuminait la scène théâtrale algérienne, n'a pas été épargné par une balle dans la tête. Salah Chouaki, Rabah Genzet, Abderrahmane Chegour, Belazher, Mohamed Sellami, Mohamed Salah Badir, tous assassinés lâchement par l'intégrisme pour ne citer que ceux-là. Combien de femmes et d'hommes valeureux sont aussi morts dans l'exil ? Athmani, Ould Mitidja, Aïssat Abderahim dit Sadek, Tahar Benyoucef, et tant d'autres camarades.

C'est à Sadek Hadjeres, qui a longtemps dirigé le parti dans la clandestinité, qui vit, aujourd'hui, en exil, et à bien d'autres camarades éparpillés à travers le monde, que nous devons aussi une partie de la beauté de l'Algérie.

Au-delà des militants engagés loyaux et attachés à leur peuple qui ont souvent payé de leur santé et de leur vie, le PAGS a contribué à former des citoyens patriotes, des humanistes et des femmes et hommes de valeur. Que ce soit à travers les luttes syndicales et l'organisation du mouvement ouvrier ou à l'université, par le développement du mouvement de volontariat étudiant et sa jonction avec la paysannerie pauvre, ou dans le cadre des activités culturelles telles que les ciné-clubs, le théâtre amateur ou professionnel, les écoles et universités populaires, son objectif était toujours d'entraîner la société dans une dynamique de progrès général.

L'effondrement du bloc socialiste et la chute du mur de Berlin ont eu l'effet d'un séisme dont les ondes de choc qui n'ont épargné aucune organisation de gauche, l'émergence de la puissance criminelle salafiste et de ses capacités de nuisance ont été un tsunami. Mais, dans ces moments pénibles, tragiques, où tous perdaient la tête, où la confusion et la lâcheté se généralisaient, le PAGS se distinguait, certes dans la douleur et dans ses combats internes, par sa clairvoyance, la pertinence de ses analyses et ses prises de position courageuses. C'était le résultat d'un effort collectif, d'un esprit unitaire et d'une volonté farouche de faire de l'Algérie un pays de rêve. Le PAGS n'est plus mais son idéal, son rêve, son Algérie sont présents plus que jamais !

H. A.